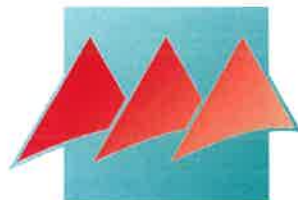


Association Multi-Rencontre du Rionet
Siège Social : Mairie de Cazillac
46600 LE VIGNON EN QUERCY

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



D.E.L. Associés

EXPERTS COMPTABLES CONSEILS

Association Multi-Rencontre du Rionet

Siège Social : Mairie de Cazillac

46600 LE VIGNON EN QUERCY

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux Membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Multi-rencontre du Rionet relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

BRIVE (19100) 9 Avenue Léo Lagrange
MARTEL (46600) rue du Barry de Souillac
OBJAT (19130) 33 bis Avenue Roger Chassaing

Tél. (33) 05.55.17.60.00 – Fax (33) 05.55.74.15.52
Tél. (33) 05.65.41.16.02 – Fax (33) 05.65.41.15.34
Tél. (33) 05.55.25.11.32 – Fax (33) 05.55.25.09.63



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note de l'annexe sur les événements significatifs de l'exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans la note de l'annexe correspondant à l'avenant 10-22 de la convention collective sur le nouveau système de classification et rémunération qui a été appliqué à compter du 1^{er} janvier 2024.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Le rattachement des prestations et des subventions des financeurs

Ces appréciations ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant les comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu la dissolution de l'association.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Brive, le 31 mai 2025

DEL ASSOCIES

Commissaire aux comptes

Représentée par

Caroline CROUZAL JALADI



Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 696 316 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 9 704 €.

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'association Multi-Rencontres du Rionet a pour objet de :

- favoriser l'épanouissement des enfants du Vignon-en-Quercy et de Cressensac-Sarrazac et leurs environs,
- rompre l'isolement en créant des liens de solidarité entre les habitants,
- organiser toutes activités à caractère social ou culturel pour promouvoir l'animation et les rencontres,
- proposer à tous des actions favorisant l'épanouissement et la prise de responsabilité dans leur vie personnelle et citoyenne.



EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Conformément à l'avenant 10-22 de la convention collective, le nouveau système de classification et rémunération a été appliqué à compter du 1er janvier 2024. La masse salariale a subi une hausse de 139 000 € en 2024 (Salaire brut + charges patronales).



EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.



REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement N° 2018-06 du 05 décembre 2018 de l'autorité des normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

■ Immobilisations incorporelles et corporelles

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,

- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Annexe aux comptes annuels (suite)

■ Immobilisations financières

Les titres de participations sont évalués à leur prix d'acquisition ou de souscription.

■ Créances et dépréciations

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances supérieures à un an sont constatées en créances douteuses.

Une dépréciation est comptabilisée à hauteur de :

- 80 % des créances N-1
- 100% des créances N-2.

Les créances douteuses supérieures à 3 ans sont constatées en irrécouvrables et donc comptabilisées en perte.

■ Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées dès l'achèvement des immobilisations financées sans attendre leur encaissement. La reprise de la subvention d'investissement s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise.

■ Indemnités de fin de Carrière

Le calcul de l'engagement repose sur la convention collective qui fixe le montant de l'indemnité en fonction de l'ancienneté du salarié. Compte tenu du différé entre la date d'évaluation et le versement de l'indemnité, le calcul intègre la probabilité de départ du salarié avant le terme du versement, un coefficient de rotation du personnel et une probabilité de décès. L'estimation est pondérée par un taux d'actualisation.

- Age de départ : 64 ans
- Taux actualisation : 3.38 %
- Taux charges sociales : 25 % employés
30 % cadres



NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	360 534	9 027	18 045	351 516
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Immobilisations financières	603	9	0	612
TOTAL	361 137	9 036	18 045	352 128

Amortissements et provisions d'actif

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	274 000	35 683	18 045	291 638
Titres mis en équivalence	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	0	0	0	0
TOTAL	274 000	35 683	18 045	291 638

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amort.	Valeur nette	Durée
Agencements sur sol d'autrui	10 981	10 883	98	10 ans
Installations et agencements	77 316	73 495	3 821	4 ans
Matériel de transports	170 588	132 815	37 773	5 ans
Matériel de bureau et informatique	41 032	31 987	9 045	3 ans
Logiciel informatique	4 874	4 874	0	3 ans
Matériel et équipement pédagogique	46 725	37 584	9 141	3 ans
Immobilisations en cours	0	0	0	Néant
Titres de participation	312	0	312	Néant
Dépôts et cautionnement	300	0	300	Néant
TOTAL	352 128	291 638	60 490	

Annexe aux comptes annuels (suite)

■ Etat des créances

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Immobilisations financières	612	0	612
Créances organismes	307 727	307 727	0
Créances usagers et comptes rattachés	41 290	41 290	0
Créances douteuses ou litigieuses	16 549	8 490	8 059
Autres	35 216	35 216	0
TOTAL	401 394	392 723	8 671

V. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

■ Provisions

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions réglementées	0	0	0	0
Provisions pour risques & charges	63 170	65 286	63 170	65 286
Provisions pour dépréciations	15 029	7 292	7 470	14 851
TOTAL	78 199	72 578	70 640	80 137

■ Etat des dettes

Etat des dettes	Montant	De 0 à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	26 881	6 159	20 722	0
Dettes financières diverses	0	0	0	0
Fournisseurs	21 176	21 176	0	0
Dettes fiscales & sociales	150 933	150 933	0	0
Dettes sur immobilisations	0	0	0	0
Autres dettes	875	875	0	0
Produits constatés d'avance	20 554	20 554	0	0
TOTAL	220 419	199 697	20 722	0

Un nouvel emprunt a été souscrit au cours de l'exercice auprès de la Caisse d'Epargne pour 30.000 €.

Annexe aux comptes annuels (suite)

■ Variation des Fonds Associatifs

Eléments	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds asso. sans droit de reprise	237 799		51 139		288 938
Fonds asso. avec droit de reprise	5 000		35 000	4 500	35 500
Résultat de l'exercice	51 139	-51 139	9 704		9 704
Subvention d'investissement	70 324		30 712	38 038	62 998
TOTAL	364 262	-51 139	126 555	42 538	397 140

L'association a reçu 35.000 € d'apport de fonds avec droit de reprise en 2024 :

- 30.000 € de France Active
- 5.000 € de l'association Dynamic Basket

■ Suivi des dons manuels affectés

Dons manuels affectés	A l'ouverture	Utilisation	A la clôture
Néant	Néant	Néant	Néant

■ Suivi des legs et donations affectés

Legs et donations affectés	A l'ouverture	Utilisation	A la clôture
Néant	Néant	Néant	Néant

■ Subventions d'investissement

Montant reçu pendant l'exercice	20 490
Immobilisations financées	Mobilier et matériel

CC

Annexe aux comptes annuels (suite)

■ Analyse des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisation	A la clôture
SNAEC SO	14 160	0	14 160	0
CAF	3 106	3 911	3 106	3 911
CARSAT	3 585	1 494	3 585	1 494
MSA	9 925	2 425	9 925	2 425
Département du Lot	5 666		4 026	1 640
Autres	4 640		640	4 000
TOTAL	41 081	7 830	35 441	13 470

Lors de la mise en place de la convention collective en 2007, l'association avait perçu une aide de l'Etat pour les structures de la petite enfance. Une partie avait été utilisée, il restait un fond pour 14 160 €. Le solde de ce fond dédié a été repris sur cet exercice 2024 pour compenser l'augmentation de la revalorisation salariale conventionnelle sur les structures de la petite enfance.

VI. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.

On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.

VII. AUTRES INFORMATIONS

■ Effectif moyen

L'effectif moyen s'élève à 39.50 ETP AU 31/12/2024 contre 40 ETP AU 31/12/2023.

■ Mise à disposition gratuite et bénévolat :

Les mairies et la communauté de communes Cauvaldor mettent à disposition gratuitement :

- des locaux sur leurs communes pour une valorisation de 122 579 €
- du personnel pour une valorisation de 88 812 €.

Le bénévolat pour l'année 2024 a été valorisé pour un total de 30 093 € représentant 2.067 heures.

L'association a également reçu des dons en nature pour une valorisation de 1 180 €.

Annexe aux comptes annuels (suite)

▪ Honoraires du Commissaire aux Comptes

	Montant
Honoraires afférents à la certification des comptes	5 811
TOTAL	5 811

VIII. DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

▪ Charges à payer

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	10 200
TOTAL	10 200

Dettes fiscales et sociales	Montant
Dettes provisionnées pour congés	72 507
Autres charges à payer	9 453
Etat charges à payer	23 167
TOTAL	105 127

▪ Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Produits à recevoir	26 494
TOTAL	26 494

▪ Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges constatées d'avance	3 615
TOTAL	3 615

Annexe aux comptes annuels (suite)

■ Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Montant
Produits constatés d'avance	20 554
TOTAL	20 554

IX. DETAIL DES PRODUITS D'EXPLOITATION

	2024	2023	Variation
Prestations familles	271 738 €	272 693 €	-955 €
Cotisations	16 388 €	16 119 €	269 €
Prestations CAF	800 167 €	719 780 €	80 387 €
<i>dont bonus territoire CTG</i>	<i>126 331 €</i>	<i>126 377 €</i>	<i>-46 €</i>
Fonds d'accompagnement CAF	0 €	0 €	0 €
Subventions Communes	273 587 €	232 817 €	40 770 €
<i>Communes</i>	<i>135 967 €</i>	<i>105 574 €</i>	<i>30 393 €</i>
<i>Communautés des Communes</i>	<i>137 620 €</i>	<i>127 243 €</i>	<i>10 377 €</i>
Subventions Conseil départemental et régional	32 999 €	42 244 €	-9 245 €
Subvention CAF	4 610 €	64 375 €	-59 765 €
<i>Subv. Exceptionnelle animation de la vie sociale</i>	<i>0 €</i>	<i>50 000 €</i>	<i>-50 000 €</i>
Prestations de services et Subvention MSA	58 421 €	58 019 €	402 €
<i>Prestations de services</i>	<i>51 921 €</i>	<i>49 319 €</i>	<i>2 602 €</i>
<i>Subventions</i>	<i>6 500 €</i>	<i>8 700 €</i>	<i>-2 200 €</i>
Subventions diverses	11 704 €	12 844 €	-1 140 €
Reprise fonds dédiés (projet subventionné réalisé sur l'exercice)	34 400 €	14 874 €	19 526 €
Produits des activités annexes	12 503 €	6 332 €	6 171 €
Quote-part subvention d'investissements	27 656 €	26 063 €	1 593 €
Transferts de charges et autres produits d'exploitation	218 214 €	198 399 €	19 815 €
<i>Reprise provisions</i>	<i>140 925 €</i>	<i>126 059 €</i>	<i>14 866 €</i>
<i>Contrats aidés et apprentis</i>	<i>6 013 €</i>	<i>18 902 €</i>	<i>-12 889 €</i>
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	1 762 387 €	1 664 559 €	97 828 €

ASSOCIATION MULTI-RENCONTRES DU RIONET

BILAN SYNTHETIQUE

Edition du : 01/01/2024 au 31/12/2024
Soldes N-1 de l'exercice

Hors brouillard

Hors simulation

ACTIF	Exercice N			N-1		PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net	Net			
Actif immobilisé : Immobilisations incorporelles Immobilisations corporelles Immobilisations financières TOTAL I	 351 516 612 352 128	 291 638 291 638	 59 877 612 60 489	 86 534 603 87 137	Fonds propres associatifs Fonds propres Ecartis de réévaluation Report à nouveau Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Subventions d'investissement Provisions réglementées TOTAL I	 324 438 9 704 62 998 397 140	 242 799 51 139 70 324 364 263	
Actif circulant : Stocks et en-cours (autres que marchandises) Marchandises Avances et acomptes versés sur commandes	 3 901	 3 901	 3 901	 2 554	Provisions pour risques et charges (II) Dettes Emprunts et dettes assimilées Avances et acomptes reçus sur commandes Fournisseurs et comptes rattachés Autres TOTAL III	 65 286 40 351 875 21 176 150 933 213 335	 63 170 47 696 1 614 25 097 137 255 211 662	
Créances : Clients et comptes rattachés Autres Valeurs mobilières de placement Disponibilités (autres que caisse) Caisse TOTAL II	 365 567 31 315 246 119 161 647 063	 14 851 14 851	 350 716 31 315 246 119 161 632 212	 357 325 32 371 169 712 382 562 345	Produits constatés d'avance (IV) TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	 20 554 696 316	 13 640 652 735	
Charges constatées d'avance (III) TOTAL GENERAL (I+II+III)	 3 615 1 002 805	 306 489	 3 615 696 316	 3 253 652 735				

ASSOCIATION MULTI-RENCONTRES DU RIONET

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

Edition du : 01/01/2024 au 31/12/2024
Soldes N-1 de l'exercice

Hors brouillard

Hors simulation

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		177	Ventes de marchandises		998 805
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	1 084 408	
Achats d'approvisionnement			Production stockée		
Variation de stock			Production immobilisée		
Autres charges externes	202 462	211 547	Subventions d'exploitation	381 321	410 298
Impôts, taxes et versements assimilés	63 203	50 135	Reprise sur amort., déprec. et prov.	140 925	126 059
Rémunération du personnel	1 041 811	952 043	Produits cessions immo. incorp. et corp.		
Charges sociales	252 524	199 600	Autres produits	93 677	88 459
Dotations aux amortissements	35 684	33 415	PRODUITS FINANCIERS	1 978	1 125
Dotations aux provisions	145 085	141 566			
Valeurs compla. immo. incorp. et corp. cédées					
Autres charges	9 497	16 088			
CHARGES FINANCIERES	956	371			
TOTAL (I)	1 751 222	1 604 943	TOTAL (I)	1 702 308	1 624 746
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)	7 837	14 009	PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	66 455	45 346
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	1 759 060	1 618 953	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	1 768 763	1 670 092
BENEFICE OU PERTE	9 704	51 139			
TOTAL GENERAL	1 768 763	1 670 092	TOTAL GENERAL	1 768 763	1 670 092

